

Mais nous avons encore beaucoup à faire pour les réserves situées dans les régions septentrionales très éloignées des régions colonisées.

Dans au moins deux réserves de ma circonscription, les enfants ne se présentent pas à l'école pendant plusieurs semaines au printemps, à l'époque du trappage, comme on dit. C'est un problème de vieille date, et je serais curieux de savoir si le ministère a trouvé de nouvelles idées en ce qui concerne l'éducation des jeunes Indiens de ces réserves éloignées. C'est un problème fondamental, élémentaire; raison de plus pour que le ministère s'interroge sérieusement sur ce point.

Le ministre se rappellera qu'il y a plusieurs mois, lorsque le ministère de la Main-d'œuvre et de l'immigration a décidé d'abolir le programme valorisé d'alphabetisation des Indiens, certains conseillers et chefs de clan ont exprimé un fort mécontentement. J'ai soulevé la question un jour, à la dernière période des questions, et le ministre, je me le rappelle, avait dit que si le ministère de la Main-d'œuvre devait continuer dans cette voie, il n'en aurait que davantage l'obligation d'accroître son activité et ses dépenses dans le domaine de l'éducation des adultes. Les efforts que fait son ministère dans cette voie augmentent-ils de façon marquée ou a-t-il atteint la limite de ses possibilités?

L'hon. M. Laing: Monsieur le président, nous avons renforcé l'enseignement dans cette région pour compenser l'abandon, par le ministère de la Main-d'œuvre, de son programme qu'il ne jugeait pas rentable. J'en profite pour expliquer pourquoi nous demandons ces 2 millions de dollars. C'est surtout parce que les commissions scolaires nous demandent davantage. Nous assumons 100 p. 100 du coût de l'enseignement dans le système provincial. Le montant de \$18 millions était basé sur les données de l'année précédente, mais dans la plupart des cas, il a augmenté par rapport à l'année précédente. Nous devons donc payer un taux plus élevé. En outre, nous entreprenons actuellement le programme d'enseignement des adultes. Je pourrais indiquer en détail au député dans quelle mesure nous avons occupé le vide laissé par le ministère de la Main-d'œuvre. Je serai heureux de lui écrire à ce sujet.

M. Schreyer: Quand une réserve est très vaste, si vaste que cela pourrait justifier la construction d'une école fédérale, est-ce encore la politique du ministère d'encourager l'intégration d'enfants indiens dans des écoles non fédérales? Je songe à une grande réserve adjacente à une ville qui possède une bonne école provinciale ordinaire.

[M. Schreyer.]

L'hon. M. Laing: Oui, monsieur le président, nous le faisons en beaucoup d'endroits. Je préfère de beaucoup assumer la dépense du ramassage scolaire et amener les enfants jusqu'à une école intégrée, à condition qu'elle ne soit pas trop éloignée, que de financer la construction d'une école fédérale dans une réserve.

M. Fawcett: Discours ou question ne sont pas mon propos; je veux seulement présenter une instance au ministre. Tandis que le député de Timiskaming parlait, il est possible que son histoire ait éveillé un écho dans l'esprit du ministre car c'est une question que j'ai abordée avec lui. Elle concerne une réserve de ma circonscription qui se trouvera située dans une nouvelle circonscription après le remaniement électoral et l'un de mes griefs se rapporte à l'emplacement de la réserve. Mon honorable ami de Timiskaming, avec qui je l'ai visitée, a signalé qu'elle se trouvait à huit ou dix milles de la ville. En fait, il s'agit de 18 ou 20 milles.

Les Indiens servent parfois de guides pendant l'été, mais à cause de l'emplacement de cette réserve, les hommes qui s'y trouvent n'en ont pas la possibilité. Deux hôteliers de la région auraient parfois besoin de guides, mais la réserve indienne étant tellement loin de la ville, il n'ont pas le temps d'y aller chercher les guides. Je ne veux qu'une, chose toujours la même: que le ministre rapproche la réserve de la ville.

J'insiste fortement auprès du ministre pour qu'il étudie la situation de la réserve Mattagami et qu'il voie s'il y a moyen de la rapprocher de l'agglomération. En passant, et en rapport avec l'éducation, je dirai qu'en visitant un foyer d'une réserve, on savait toujours si les enfants avaient été à l'école.

Pour l'embauchage, on pratique la discrimination contre les Indiens. Quand la Compagnie de téléphone Bell a installé une nouvelle ligne de poteaux dans la région, elle n'a pas engagé d'Indiens, bien qu'ils aient demandé à faire partie des équipes. Certes, le nombre de travailleurs n'était pas élevé, mais les Indiens ont été peinés de se voir refuser du travail, vu surtout les faibles revenus qu'ils tirent maintenant du piégeage.

• (8.40 p.m.)

M. Peters: Puis-je poser une question monsieur le président? Quant à cette situation particulière dans la réserve, je me demande si les agents des affaires indiennes peuvent obtenir de l'aide qui leur permettrait d'offrir un service de consultation dans ce domaine